

C'est d'abord avec les leaders qui ont la confiance de la communauté noire qu'il faut engager un dialogue sérieux. La libération de Nelson Mandela et sa participation à un tel dialogue constitueraient un pas important vers la confiance et la réforme pacifique.

Le gouvernement du Canada demande instamment à l'Afrique du Sud de mettre fin aux arrestations et aux détentions sans procès de ceux qui ont organisé des protestations non violentes ou qui y ont participé. L'emprisonnement de centaines de personnes ne constitue pas le moyen idéal d'amorcer un dialogue. Ceux qui sont détenus et forcés au silence ne peuvent ni contribuer à la réconciliation ni aider à instaurer une association juste et véritable. Dans l'intérêt d'une réforme pacifique et en tant que prélude à un dialogue ouvert, nous sollicitons de façon pressante le gouvernement d'Afrique du Sud de déclarer sans équivoque que son objectif est de mettre fin à l'*apartheid* et de le remplacer par un système fondé sur l'égalité et la pleine participation.

Personne ne se méprend sur la détermination du Commonwealth de mettre fin à l'*apartheid*. Cette détermination reste d'une clarté indubitable. Nous faisons face à une responsabilité nouvelle, maintenant que les événements prennent une nouvelle tournure et que le choix se limite entre une réforme violente et une réforme non violente. Cette responsabilité est d'explorer chaque voie qui pourra nous mener rapidement à la réforme et de faire appel à notre influence et à notre expérience particulières afin de préparer l'avenir, une fois l'*apartheid* démantelé.

Le Commonwealth en tant qu'organisation pourrait décider de prendre certaines mesures : chercher à découvrir si lui-même ou certains de ses membres peuvent contribuer à ouvrir le dialogue entre le gouvernement sud-africain et ceux qui s'y opposent, en offrant, par exemple, l'occasion de discussions préparatoires. S'il existe une possibilité quelconque d'ouvrir la porte à des échanges pacifiques, nous ne devrions pas nous laisser arrêter par crainte de l'échec.

Nous ne devons pas non plus présumer que l'Afrique du Sud résistera toujours à une réforme véritable. Les mesures prises récemment pour accorder aux Noirs le droit de résidence permanente dans certains quartiers urbains et la suspension des arrestations sommaires sont, au moins, des signes d'un écart par rapport à certaines pratiques du passé. Nous préconisons une réforme fondamentale, mais soulignons également le fait que, selon nous, un changement d'orientation est possible à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans les relations entre l'Afrique du Sud et les autres pays. Bien entendu, la perspective du changement pourra en effrayer certains. Nous devons donc encourager le sentiment qu'il est préférable d'abandonner les conflits et d'entamer une collaboration réelle avec tous les Sud-Africains et le reste du monde, plutôt que de persister dans l'attitude actuelle. Le Commonwealth a diverses fonctions, dont celle de garder la porte entrouverte à l'Afrique du Sud, d'encourager et de faciliter la réforme, tout en entretenant l'espoir de la réconciliation une fois que l'*apartheid* aura été condamné et démantelé.